

SE MOBILISER POUR DEFENDRE LA DEMOCRATIE

Les Français ont voté le 9 juin pour les élections européennes, et ont accordé 31,4% des voix à la liste du «Rassemblement national», ainsi que 5,5% à celle de «Reconquête», auxquelles on peut encore ajouter 2 à 3 % réparties sur 3 à 4 autres listes, dont celle des «Patriotes» (1%) ; soit près de 40% pour l'extrême-droite..., en France, la Patrie des Droits de l'homme!

Ces élections étaient européennes, simultanées dans 27 pays. A l'issue de ce dernier scrutin, dans une majorité des vingt-sept pays de l'Union européenne, les scores *cumulés* des formations de l'extrême-droite ont atteint ou dépassé les 15% des suffrages : en Estonie (15%), Allemagne (15,9%), Grèce (16,7%), Roumanie (19,9%), Slovaquie (20,8%), Pays-Bas (21,1%), Lettonie (22%), Autriche (25,4%), Belgique (28,5%) ; dans cinq - Italie (37,8%), %), France (40%), République Tchèque (42,2%), Pologne (48%), Hongrie (51,4%) - ils ont franchi la barre des 30%.

Des différences peuvent exister entre les diverses formations de l'extrême-droite des Pays de l'Union européenne, liées à des stratégies différencierées de «désidabolisation», de «normalisation», visant à masquer les fondamentaux de leurs options politiques. Mais, ils ont des marqueurs communs, dont le plus évident est une profonde xénophobie, essentiellement à l'encontre des étrangers immigrés venant des pays africains, maghrébins, proche et moyen-orientaux, asiatiques, il y a aussi l'exigence de politiques ultra-sécuritaires liberticides, de contrôle étroit par le pouvoir de l'information et de la Justice, des complaisances pour ne pas dire complicités avec les dictatures fascistoïdes, attentatoires aux droits de l'homme, emprisonnant ou assassinant les opposants, menant des agressions expansionnistes ou en menaçant, commettant des crimes de guerre, agitant des menaces nucléaires..., et, pour la plupart, la tenue de discours révisionnistes quant à l'Histoire, relativisant voire réhabilitant plus ou moins explicitement les régimes fascistes et collaborateurs des années 1930 à 1945. Nombre de ces formations plongeant de plus leurs racines dans les partis fascistes, néo-nazis de ces régimes.

Tel est le cas en France du «Front National», porté sur ses fonts baptismaux, aux côtés de Jean-Marie Le Pen, par des anciens Waffen-SS, par un ancien secrétaire général d'un Parti collaborateur, le PPF de Doriot, par des anciens de l'OAS, ce que le changement de son nom en «Rassemblement National» (RN) ne saurait faire oublier ; d'autant moins que sa présidente, Marine Le Pen, si elle a, par opportunisme électoral, lissé son image et son langage sur le plan médiatique en France, n'a pas hésité à s'afficher lors de ses déplacements hors des frontières nationales avec des personnages d'extrême-droite réhabilitant des anciens collaborateurs du nazisme, à aller valser à Vienne en Autriche dans des bals d'étudiants néo-nazis. Et, si les gros bras et crânes rasés se font discrets dans les rassemblements publics du RN, les radicaux d'extrême-droite, notamment «identitaires», sont très présents dans l'entourage des dirigeants du R.N....

Aussi sinon plus inquiétante est la diffusion des idées d'extrême-droite - notamment en matière de politiques migratoire et sécuritaire - au-delà même des partis qui sont clairement identifiés à cette mouvance ; ce qui estompe la frontière qui les sépara depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale d'avec la droite dite «républicaine». Ce que viennent d'illustrer dans notre pays, au lendemain des élections européennes, les déclarations d'Eric Ciotti, président du Parti LR, appelant à une alliance et à des candidatures communes entre LR et le RN, ainsi que de François-Xavier Bellamy, le chef de file des candidats LR aux récentes élections

européennes et qui annonce que si, lors des prochaines législatives, il devait, au 2^{ème} tour, avoir à choisir entre un candidat «Front populaire» et un candidat «Rassemblement National», il choisirait... le second ! Ce qui, à près de 90 ans de distance, n'est pas sans rappeler le mot d'ordre en France de l'extrême-droite à la fin des années trente : «*Plutôt Hitler que le Front populaire*»... : l'on a pu, hélas, mesurer peu après la portée historique d'une telle démarche !

La progression des scores de l'extrême-droite en Europe, en France est la conséquence de la crise sociale, politique et morale qui affecte nos sociétés, découlant pour une large part des choix faits par les différentes forces politiques, économiques et sociales, et de leur audience respective acquise dans les électorats nationaux. Ce qui devrait les conduire à s'interroger sur la poursuite de ces choix, en leur suggérant de se référer, non seulement dans les mots mais dans les actes, aux valeurs et préconisations du Programme du Conseil National de la Résistance, dont nombre restent d'actualité.

Cette progression est aussi la conséquence d'une méconnaissance ayant, les années s'écoulant depuis huit décennies, grandi dans des couches de plus en plus nombreuses de la population, de ce qu'a été et est la nature du fascisme, de la réalité de ce qu'il fut au pouvoir : une réalité attentatoire aux libertés démocratiques, criminelle, porteuse de guerres comme celles qu'ont connu la France, l'Europe et le monde avec la Seconde Guerre mondiale et les conflits qui en furent les précurseurs. Un fascisme qui, à la faveur de la défaite de la France en 1940, soumit notre pays à une dictature obscurantiste, répressive, criminelle, collaborant avec les occupants nazis à la répression contre les démocrates, les patriotes et aux persécutions antisémites, qui conduisit aux camps de concentration et d'extermination.

Transmettre la mémoire de cette réalité et du combat des antifascistes, des Résistant(e)s qui s'y opposèrent, est le combat que s'assigne l'ANACR, dont le contexte actuel, né notamment du résultat des élections européennes, montre la pertinence et l'importance de son renforcement.

Quant à dire aujourd'hui, comme nombre de gens des couches populaires, parce que déçus par les partis politiques au pouvoir ces dernières années, qui ne leur ont pas amené le mieux-vivre auquel légitimement ils aspiraient, et qui s'est même dégradé, pourquoi ne pas «essayer» le RN qui n'a jamais participé au pouvoir ? Quant à penser, comme dans certains milieux dirigeants, politiques et socioéconomiques, que les dirigeants du RN arrivés au pouvoir, confrontés aux réalités, deviendront «raisonnables»... ! Rappelons aux uns et aux autres que, dans l'Allemagne des années trente, certains, tant dans les couches populaires que dans les milieux dirigeants, firent ce double pari. On en connaît la tragique suite...

En 2002, alors qu'avec un score de 16,86% Jean-Marie Le Pen avait été qualifié pour le second tour de l'élection présidentielle, les «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)», précisant qu'ils «s'assignent pour mission de perpétuer le souvenir du rôle joué par la Résistance dans la libération de la France et pour y restaurer la démocratie, ainsi que de poursuivre son combat pour les valeurs humanistes, démocratiques et nationales qui l'inspirèrent, [et qu'ils] n'ont pas vocation à intervenir dans les débats électoraux et encore moins à donner des consignes de vote», soulignèrent cependant que ce score de Le Pen créait alors «une situation grave, qui appelle la mobilisation et le rassemblement de tous ceux qui refusent le racisme, la xénophobie et les menaces contre la démocratie».

Plus de vingt ans après, les résultats de la récente élection européenne, ouvrant la possibilité de l'arrivée au pouvoir en France de l'extrême-droite, créent une situation encore plus grave, et l'ANACR, avec la volonté de poursuivre le combat des Résistant(e)s qui l'ont fondée, appelle tous les démocrates, les républicains, les antifascistes à se mobiliser pour défendre la démocratie ; et à avoir cette préoccupation comme premier souci lors de leurs votes les 30 juin et 7 juillet prochains.